

« Valorisation du Travail : Réforme Fiscale et Révision des Allocations de Chômage »



Le Mouvement Réformateur (MR) a fait de la valorisation du travail une priorité centrale de son programme socio-économique. Face aux défis économiques et sociaux

actuels, le parti propose une série de mesures ambitieuses pour réformer le système fiscal et repenser les allocations de chômage. Ces initiatives visent à renforcer l'attractivité du travail, soutenir les travailleurs et répondre aux pénuries sur le marché de l'emploi.

Une réforme fiscale pour favoriser les revenus du travail

L'une des propositions phares du MR est l'introduction d'une réforme fiscale visant à réduire l'écart entre les revenus du travail et les allocations sociales. L'objectif est clair : garantir un différentiel d'au moins 500 euros par mois entre un salaire et les aides perçues par une personne sans emploi.

Cette mesure se veut un signal fort en faveur de l'effort et de l'emploi. Selon le MR, ce différentiel serait un levier essentiel pour encourager la reprise d'activité et limiter les désincitations au travail.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs pistes sont envisagées :

- Réduction des charges fiscales et sociales : alléger la pression sur les salaires pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.
- Revalorisation des bas salaires : encourager les entreprises à mieux rémunérer leurs employés, notamment ceux occupant des emplois peu qualifiés.
- Révision des plafonds des allocations : ajuster les montants versés pour éviter qu'ils rivalisent avec les revenus du travail.

Le MR considère que cette réforme contribuera à rétablir un équilibre juste entre solidarité sociale et encouragement à l'emploi.

Une limitation des allocations de chômage à deux ans

Autre mesure controversée mais déterminante : la limitation de la durée des allocations de chômage à deux ans pour les personnes refusant à deux reprises un emploi jugé convenable ou une formation dans un métier en pénurie.

Cette proposition repose sur plusieurs constats :

1. Le besoin de lutter contre la dépendance aux allocations : Prolonger indéfiniment les allocations de chômage risque, selon le MR, de freiner la recherche active d'emploi.

2. L'urgence de pourvoir les métiers en pénurie : Des milliers de postes vacants dans des secteurs clés ne trouvent pas preneurs, ce qui freine la croissance économique.

En limitant la durée des allocations pour les personnes refusant des opportunités ou des formations adaptées, le MR entend responsabiliser les chômeurs tout en répondant aux besoins criants des employeurs.

Des garde-fous et un accompagnement renforcé

Le MR insiste néanmoins sur l'importance d'un accompagnement personnalisé. Les demandeurs d'emploi ne seront pas laissés à eux-mêmes. Des efforts supplémentaires sont prévus pour :

- Renforcer les outils de formation et de reconversion.
- Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi par les services publics de l'emploi.
- Garantir une prise en compte des situations spécifiques, notamment pour les personnes souffrant de problèmes de santé ou rencontrant des difficultés d'insertion.

Un débat sociétal en perspective

Les propositions du MR suscitent des réactions contrastées. Si certains saluent une approche pragmatique favorisant l'emploi et réduisant les dépenses publiques, d'autres critiquent une vision qu'ils jugent punitive pour les plus précaires.

Cependant, pour le MR, ces réformes sont nécessaires pour redonner du sens au travail, stimuler le marché de l'emploi et renforcer la cohésion sociale.

Le président du MR, dans plusieurs de ses interventions publiques, a souligné l'importance de ne pas se contenter d'une politique d'assistanat, mais d'œuvrer pour un système qui valorise l'effort et la participation active à la société. "Il ne s'agit pas de

stigmatiser les bénéficiaires d'allocations, mais de créer des incitants clairs pour que chacun puisse trouver sa place dans le marché de l'emploi et y prospérer", a-t-il affirmé.

Un enjeu économique et sociétal de taille

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte économique délicat, marqué par un déficit budgétaire croissant et une pression importante sur les finances publiques. Pour le MR, la valorisation du travail est une condition essentielle pour assurer la pérennité du système social belge.

En encourageant davantage de personnes à travailler, le parti espère non seulement réduire les dépenses en allocations, mais aussi élargir la base fiscale pour soutenir les services publics et les investissements nécessaires à la transition énergétique et numérique.

Un cap pour 2025 et au-delà

À l'approche des élections de 2024, ces réformes socio-économiques seront sans aucun doute au cœur des débats politiques. Si elles sont adoptées, leur mise en œuvre pourrait devenir un des marqueurs majeurs de l'action du MR en 2025 et au-delà.

Le défi pour le MR sera de démontrer que ces mesures ne se résument pas à une logique comptable, mais qu'elles peuvent réellement favoriser une société plus juste, où le travail est non seulement valorisé, mais aussi accessible à tous.

D.Ali